



PREFET DE VAUCLUSE

Direction départementale de la protection des  
populations  
Service prévention des risques techniques

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

n° SI2011-07-22-0060-DDPP du 22 JUILLET 2011

mettant en demeure la société MADER COMPOSITES de  
déposer un dossier de respecter l'article R 512-33 du code de  
l'environnement

LE PRÉFET DE VAUCLUSE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

**VU** le code de l'environnement, pour sa partie législative, son titre I du livre V relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment les articles L. 511-1 et L. 514-1, pour sa partie réglementaire, son titre I du livre V relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment l'article R. 512-33 ;

**VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

**VU** le décret n° 83-1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers ;

**VU** le dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé le 6 juin 2007 par la Société CRAY VALLEY - précédent exploitant de l'établissement ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 4 juin 2008 autorisant la Société CRAY VALLEY à l'exploiter une usine de fabrication de résines pour peintures à SORGUES ;

**VU** le récépissé de déclaration de changement d'exploitant délivré le 9 février 2010 à la société MÄDER COMPOSITES ;

**VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 07 juillet 2011 ;

**CONSIDERANT** que la Société CRAY VALLEY a omis de prendre en compte dans son dossier de demande susvisé les installations de chargement ou de déchargement desservant le dépôt de solvants, soumises à autorisation au titre de la rubrique 1434.2 de la nomenclature, mais existant depuis l'origine sur le site ;

**CONSIDERANT** que, à ce jour, la Société MÄDER COMPOSITES n'a pas déposé, en application des dispositions de l'article R. 512-33 du code de l'environnement, un dossier demandant la régularisation de ses installations ;

**CONSIDERANT** que la Société MÄDER COMPOSITES du fait de son omission n'est pas en mesure de justifier du respect des dispositions de l'arrêté préfectoral du 4 juin 2008 et notamment de son article 1.2 ;

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu dans ces conditions, de faire application des dispositions de l'article L 514-1 du code de l'environnement en mettant en demeure la Société MÄDER COMPOSITES de respecter les dispositions de l'article 1.2. de l'arrêté préfectoral du 4 juin 2008 et de déposer, en application des dispositions de l'article R. 512-33 du code de l'environnement, un dossier demandant des modifications de l'arrêté autorisant l'exploitation de ses installations ;

**CONSIDERANT** que, compte tenu des délais écoulés depuis la constatation de cette situation (octobre 2008), il y a lieu de prescrire que ce dossier soit déposer au plus tard avant le 30 septembre 2011;

**SUR** proposition de Madame la Directrice de la protection des populations ;

#### **ARRETE :**

##### **ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

La société MÄDER COMPOSITES est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 juin 2008.

Pour ce faire, l'exploitant est tenu, en application des dispositions de l'article R. 512-33 du code de l'environnement, de déposer, auprès des services de la Préfecture de Vaucluse, un dossier informant des modifications apportées à ses installations, au plus tard avant le 30 septembre 2011.

##### **ARTICLE 2 :**

A cette fin, l'exploitant porte à la connaissance du préfet l'existence de ses installations de chargement ou de déchargement desservant le dépôt de solvants, soumises à autorisation au titre de la rubrique 1434.2 de la nomenclature.

L'exploitant indique tous les changements que cette déclaration implique aux plans et données techniques contenus dans les dossiers antérieurement déposés et fournit toutes les informations permettant d'actualiser l'étude d'impact et l'étude des dangers contenues dans le dossier initial de demande d'autorisation.

Aux fins de prendre en compte les modifications apportées au dossier initial, l'exploitant fait des propositions de modification des dispositions de l'arrêté d'autorisation actuellement en vigueur.

##### **ARTICLE 3 :**

Faute pour la Société MÄDER COMPOSITES de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des poursuites pénales encourues, des sanctions prévues par l'article L.514.1 du code de l'environnement.

#### **ARTICLE 4 :**

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Nîmes dans les conditions fixées aux articles L 514-6 et R 514-3-1 du titre 1er du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement. Le texte de ces articles est annexé au présent arrêté.

#### **ARTICLE 5 :**

La Secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse, la directrice départementale de la protection des populations, le maire de SORGUES, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Fait à Avignon, le 22 JUIL 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
La Secrétaire Générale,



Agnès PINAULT

## ANNEXE

### Article L514-6

I.-Les décisions prises en application des articles L. 512-1, L. 512-3, L. 512-7-3 à L. 512-7-5, L. 512-8, L. 512-12, L. 512-13, L. 512-20, L. 513-1 à L. 514-2, L. 514-4, du I de l'article L. 515-13 et de l'article L. 516-1 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction.

Un décret en Conseil d'Etat précise les délais dans lesquels ces décisions peuvent être déférées à la juridiction administrative.

II. - supprimé.

III. — Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

IV.-Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L. 111-1-5 du code de l'urbanisme.

### Art. R. 514-3-1

- Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

« — par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;  
« — par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.